

20 juin 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les efforts en faveur de l'industrie aéronautique et spatiale, Le Bourget le 20 juin 2011.

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs,

Le 21 mai 1927, à 22h22, le « Spirit of Saint Louis » atterrissait au Bourget au terme d'une traversée inédite, il rejoignait ce hangar. Et pour la première fois, un avion avait traversé l'Atlantique sans escale. Derrière cette prouesse, un homme : Charles LINDBERGH, qui incarnait alors cet esprit pionnier, partagé par nombre de nos compatriotes qui ont écrit des pages essentielles de la légende de l'aéronautique.

Clément ADER, Louis BLÉRIOT, Hélène BOUCHER, MERMOZ, SAINT EXUPÉRY, Marcel DASSAULT et tant d'autres.

Eh bien le rêve qui animait ces pionniers, ce rêve, est aujourd'hui le vôtre. Poursuivre ce rêve, ce n'est pas conserver pieusement un héritage légendaire, donné pour toujours. C'est au contraire développer jour après jour l'industrie aéronautique du futur. C'est tout mettre en œuvre pour qu'elle reste à la pointe de l'innovation. La France ne doit pas devenir dans 50 ans un musée de sa gloire passée, ni une simple vitrine de l'innovation mondiale.

1927, c'était hier, et pourtant quelle incroyable distance sépare le « Spirit of Saint Louis » des avions ou des hélicoptères que nous utilisons actuellement. Dans ce hangar, nous faisons l'expérience de la vitesse du changement, de la vitesse du progrès et des impacts que les innovations techniques ont sur nos vies quotidiennes.

Plus qu'aucun autre domaine, l'industrie aéronautique et spatiale est emblématique de la rapidité des changements et des avancées nées de la mondialisation. C'est l'essor mondial de l'industrie du transport aérien qui tire la croissance de votre activité dont les trois-quarts -- ne l'oublions jamais, les trois-quarts -- c'est l'export. Nous devons être compétitifs, il n'y a pas d'alternatives, si nous ne sommes pas compétitifs, il n'y a plus d'industrie aéronautique, ce n'est pas une question d'idéologie, ce n'est pas une question de gauche ou de droite, c'est une question de réflexion sur le monde d'aujourd'hui. Nous vivons dans ce monde, nous ne pouvons pas nous en abstraire. Et Si votre industrie est devenue aujourd'hui l'un des piliers de notre économie, qui emploie 157 000 personnes, vous recrutez 8000 par an, mais vous recrutez 8000 personnes par an parce que vous êtes compétitifs, c'est cela la clé. Et vous dégagéz 18 milliards d'euros d'excédent commercial, c'est l'activité à l'international, le dynamisme à l'international qui permet, cher Pierre LELLOUCHE, à l'industrie aéronautique française d'être ce qu'elle est. Alors chacun voit bien ici toute l'absurdité qu'il y aurait à vouloir se replier sur nous-mêmes. Ce serait absurde. Une industrie qui dégagé 18 milliards d'excédent ne peut pas se replier sur elle-même, où est-ce que vous gagneriez vos excédents ? Il faut donc relever les défis de la mondialisation. Refuser la mondialisation n'a aucun sens. On resterait seuls dans notre coin, à boudier, mais qui le paierait ? Les Français qui perdraient des emplois. Il n'y a qu'une seule stratégie possible, relever le défi de la mondialisation en étant plus innovants, plus imaginatifs et plus compétitifs.

Je veux affirmer que l'État a un rôle à jouer dans votre secteur particulièrement.

Si la France se place aux premiers rangs des grandes puissances aéronautiques et spatiales, si la France est l'un des rares pays au monde à en maîtriser toutes les techniques, c'est grâce à des

France est l'un des rares pays au monde à en maîtriser toutes les techniques, c'est grâce à des décennies d'investissements publics dans les programmes, la recherche, la formation, aux côtés des industriels. Mais allez donc demander à nos amis Américains si l'Etat américain se désintéresse de Boeing, on susciterait un immense éclat de rire. Cela ne les empêche pas de s'affirmer « libéraux » et de soutenir avec détermination leur industrie. Eh bien nous aussi, on ne doit pas faire de complexes.

Depuis plus d'un siècle, l'accès au ciel, puis à l'espace, constitue un élément crucial de la souveraineté des Nations. Depuis mon élection, je n'ai eu de cesse de vouloir développer l'industrie aéronautique et spatiale. L'aéronautique est un secteur stratégique dont l'Etat ne peut pas se désintéresser, et les technologies civiles et militaires, cher Gérard LONGUET, y sont étroitement mêlées. Je n'ai pas peur de l'affirmer. Le militaire aide le civil et le civil aide le militaire, c'est comme cela que nous concevons les choses et c'est comme cela, qu'elles doivent fonctionner et il n'y a pas à s'en cacher ni à s'en excuser. Tous ceux qui réussissent dans le monde ont fait ce choix, nous faisons ce choix. Et la grande réforme de notre défense a été conçue à l'aune de cette exigence : le militaire et le civil.

Nous avons voulu que la loi de programmation militaire donne la priorité aux programmes d'équipement qui avaient connu de fortes restrictions aux cours des années précédentes. Les crédits consacrés aux équipements militaires ont ainsi atteint des niveaux jamais égalés depuis 20 ans malgré la crise. Et le ministre de la Défense a pu disposer de 18 milliards d'euros de crédits d'équipement en 2009, 16 milliards d'euros de crédits d'équipement en 2010 d'investissement, et nous maintiendrons cette année malgré la crise. Les engagements militaires auxquels nous sommes confrontés en Libye et en Afghanistan, montrent bien qu'il s'agit d'une priorité absolue dont par ailleurs l'industrie aéronautique civile française bénéficiera.

Si j'ai souhaité cet effort budgétaire sans précédent, malgré les tensions auxquelles sont soumises nos finances publiques, c'est parce qu'à travers les programmes de défense l'Etat joue un rôle structurant pour notre base industrielle et technologique.

Lorsque la souveraineté de notre pays est en jeu, il faut une volonté sans faille. Je voyais voler l'A400M. Vous n'imaginez pas pour moi la satisfaction de voir voler ce magnifique avion parce que quand les difficultés sont apparues en 2008, la France a considéré qu'il était de son devoir de tout faire pour sauver ce programme majeur de l'industrie aéronautique européenne. Et si nous n'avions pas agi, que ce serait-il passé? Pour ce partager les usines tout le monde est candidat, pour se partager les difficultés, la solidarité spontanée est un peu plus difficile à organiser...

Mais l'A400M c'est aujourd'hui une réalité et cela nous permet de dire que l'Europe a gardé sa capacité à construire des avions de transport militaire, non seulement se sont des dizaines de milliers d'emplois qui ont été sauvés, mais c'est la crédibilité et la souveraineté de l'Europe qui a été sauvée. Si l'Europe n'est pas capable de construire un avion de transport militaire et si pour transporter ses armées l'Europe doit faire appel aux autres, alors qui après peut parler d'indépendance de l'Europe ? Les mots ont un sens, les idées doivent avoir une réalité, on ne peut pas affirmer quelque chose et faire le contraire.

Certains étaient résignés à voir le programme s'arrêter, et comme il aurait été facile d'acheter des avions hors d'Europe. La France a refusé cette fatalité et nous avons convaincu nos partenaires de poursuivre.

Aujourd'hui cet avion est au Bourget et il fait la fierté de notre industrie. Il nous montre à quel point l'approfondissement de la coopération européenne en matière de défense et notamment d'équipements est indispensable.

Notre rôle, c'est de préparer l'avenir. Vous le savez mieux que quiconque, maintenir l'excellence de la filière aéronautique française c'est un effort de tous les instants. La concurrence est de plus en plus dure, et il ne sert à rien de s'en plaindre. Les plaintes ne changeront rien, c'est une réalité. Pour rester en pointe, il n'y a qu'un seul choix possible : l'innovation. Et je le dis devant nombre de vos compétiteurs qui ont fait le choix de l'innovation. Avec la somme des talents, des ouvriers, des techniciens et des ingénieurs de notre industrie, de nos chercheurs, de nos enseignants, nous avons tous les atouts pour gagner cette bataille. Ma responsabilité c'est de

créer l'environnement propice à l'éclosion de ces talents et de vous donner les moyens de les exprimer.

C'est pour cela que nous avons créé le crédit d'impôt recherche. Je le réaffirme ici solennellement, devant vous tous qui savez à quel point ce système est efficace : le crédit d'impôt recherche, qui est le dispositif le plus attractif au monde, nous le conserverons. Il n'est pas question que nous le changions. On m'a conseillé de le limiter au prétexte qu'il coûte trop cher ou qu'il profiterait trop aux grandes entreprises. C'est un raisonnement absurde. D'abord parce que l'effort de recherche des grands groupes entraîne l'ensemble des entreprises du secteur, mais aussi parce que le crédit d'impôt recherche bénéficie aux PME. Et s'il coûte cher ce crédit d'impôt recherche, c'est qu'il fonctionne ! C'est que vous investissez davantage dans la recherche ! Et c'est précisément ce que nous avons souhaité encourager.

Et nous avons par ailleurs pris une décision très importante : le grand programme d'Investissements d'Avenir. En 2009 lorsque j'ai annoncé que nous allions organiser un grand emprunt au moment où la France était ébranlée par la crise, ce fut une formidable polémique. Combien ont été nombreux ceux qui m'ont dit : comment peut-on emprunter au moment où vous nous dites qu'il faut réduire les déficits ?

J'observe que certain de ceux qui on dit ça sont aujourd'hui parmi les premiers rangs. Qu'ils soient les bienvenus.

Mais vous le savez mieux que quiconque vous les industriels, la France a un problème, c'est que la France n'a pas assez investi dans le passé. Emprunter pour investir dans la recherche et l'innovation c'est préparer la recherche et la croissance de demain. La France a trop dépensé pour le fonctionnement. La France n'a pas assez dépensé dans l'investissement. Voilà la réalité. Et c'est toujours plus facile de couper dans les programmes d'investissement, parce qu'au moment où on coupe, personne ne se plaint. Que de couper dans des dépenses de fonctionnement, ou dès que l'on coupe, on se plaint.

Et bien si on veut bâtir la France de demain, il faut ces dépenses d'avenir. Dans ces dépenses d'avenir le secteur de l'aéronautique et le secteur spatial sont au cur des priorités. Le grand emprunt permettra d'investir 2 milliards d'euros en plus des sommes que nous consacrons habituellement à votre secteur à travers le CNES ou l'Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales.

Mesdames et Messieurs, malgré la crise, une crise sans précédent, l'industrie aéronautique et spatiale française bénéficiera de 2 milliards d'euros d'investissement publics en plus de tous les autres financements.

Je ne pense pas qu'il y ait un seul pays au monde qui dégage de telles marches de manuvre Dans un instant je vais signer plusieurs conventions au titre des Investissements d'Avenir qui vont nous permettre d'engager dès aujourd'hui trois projets d'importance capitale pour notre industrie aéronautique.

Le premier programme dénommé X4 nous permettra de développer un nouvel hélicoptère de la classe des 4 tonnes, avec la motorisation et les systèmes électroniques associés.

L'objectif est simple : il s'agit de conforter la place de leader d'Eurocopter, aux côtés de ses partenaires, Safran pour la propulsion et Thalès pour les équipements électronique.

Nous investissons 250 millions d'euros dans ce projet, sous forme d'avances remboursables. Parallèlement, 300 millions d'euros seront consacrés aux technologies des hélicoptères du futur. Bien sûr, nous attendons que cet argent serve à développer des investissements en France.

Préparer l'avenir de l'aéronautique, c'est aussi construire un transport aérien durable. La magnifique voile du Solar Impulse stationnée à quelques mètres de ce hangar nous rappelle que nous devons réfléchir dès à présent à des avions plus économes en énergies carbonées. Dans cet objectif nous engageons deux démonstrateurs technologiques, l'un pour des moteurs d'avions moins consommateurs en carburants, financé à hauteur de 155 millions d'euros, l'autre pour de nouveaux matériaux, et en particulier les matériaux composites, qui bénéficiera d'un soutien de 105 millions d'euros.

L'alliance de Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Valérie PECRESSE permet de montrer que

l'aéronautique peut contribuer à la préservation des équilibres environnementaux de la planète. Enfin dans les prochains mois, nous finaliserons un projet de démonstrateur d'avionique modulaire de deuxième génération pour préparer les équipements électroniques de demain. Mais pour innover, il faut rassembler les talents. En 2004, lorsque j'étais Ministre des Finances, j'avais lancé les pôles de compétitivité. Chacun reconnaît aujourd'hui qu'ils ont permis de réduire les cloisonnements entre les acteurs d'une même filière. Dans votre secteur aéronautique trois pôles ont été créés : Aerospace Valley, Pegase et AS-Techn.

Cette dynamique nous allons la compléter avec les Instituts de Recherche Technologique. Je pense notamment à l'Institut de Recherche Technologique qui sera créé à Toulouse, Valérie. Il accueillera des projets de recherche et développement à hauteur de 600 millions d'euros dans les 10 prochaines années et permettra d'investir 142 millions d'euros dans des plates-formes technologiques.

Nous encouragerons aussi les regroupements qui permettent de renforcer nos champions industriels, je le dit comme je le pense : les guéguerres franco-française doivent cesser. Dans la bonne humeur et sur la base du volontariat et si ce n'était pas le cas, cela se ferait toujours dans la bonne humeur mais sur la base d'instructions.

La concurrence est trop rude, les enjeux sont trop urgents. Il faut décider, décider maintenant et faire des choix. Croyez bien la volonté du gouvernement de porter ses choix.

Pour autant, nous ne devons pas négliger le rôle des Entreprises de Taille Intermédiaire et des PME, car elles constituent un potentiel d'innovation exceptionnel. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité la création du Fonds Stratégique d'Investissement.

Là aussi que de critiques lorsque nous avons créé ce fonds, mais je constate aujourd'hui que cette idée fait consensus. C'est un outil indispensable pour stabiliser le capital des entreprises industrielles et renforcer leurs fonds propres. Nous l'avons fait avec DAHER auquel le FSI a apporté 80 millions d'euros, mais aussi avec MECACHROME qui était en grande difficulté. Que les choses soient claires là aussi, l'Etat français n'hésitera pas pour des industries, les entreprises qu'il considère comme stratégiques, à investir ce qu'il convient pour préserver ce potentiel stratégique. Que personne ne doute de notre volonté, c'est à vous de gérer vos entreprises. Mais si les entreprises sont attaquées, si elles ont des difficultés momentanées, il y a un fond souverain français pour intervenir. Les autres pays le font. Il n'y a aucune difficulté à ce que nous le fassions nous aussi.

Nous sommes fortement engagés pour structurer la filière, nous avons créé les outils pour agir, mais les grands groupes doivent travailler sur le long terme avec leurs fournisseurs. Les grands groupes, vous devez avoir une relation équilibrée qui ne soit pas le règne de l'arbitraire et du rapport de force avec les PME. C'est votre intérêt ? Parce qu'avoir un réseau de sous-traitants, sûrs, de qualité c'est aussi la qualité des produits fabriqués par les grands groupes qui est en cause.

Votre responsabilité désormais, votre devoir oserais-je dire, c'est de construire les meilleurs avions, d'être à la pointe de l'innovation et de la compétitivité. Faites de l'aéronautique, faite la rentrer dans une nouvelle ère de développement et croyez bien que c'est une fierté pour moi que la France avec le Salon du Bourget soit plus d'un siècle après sa création le centre du monde de l'aéronautique et je suis très heureux que vous accueilliez des délégations venant de 80 pays étrangers.

Puisque nous parlons du Bourget, Monsieur le maire, je ne voudrais pas vous quitter sans évoquer un projet qui me tient particulièrement à cœur, et qui concerne le site du Bourget.

La région parisienne a été une grande région industrielle, et elle doit le demeurer et notamment dans le domaine aéronautique. Et j'ai tenu à ce que dans le cadre du Grand Paris, la Seine-Saint-Denis demeure un territoire de production aéronautique.

La fermeture de la base aéronavale de Dugny nous a offert l'opportunité de consolider l'implantation d'Eurocopter ici. Autour de ce projet, c'est tout un pôle aéronautique qui va se constituer, avec le Techno Campus porté par le pôle de compétitivité. J'ai demandé au Préfet Christian LAMBERT, dont chacun connaît ici le dynamisme, de mettre en œuvre ce projet avec le Ministère de la Défense. Chez Gérard LONCHET et les Collectivités locales. Je salue Maurice

ministère de la Défense, Chef Gérard LONGUET et les Collectivités locales. Je salue Maurice LEROY qui porte le projet du Grand Paris et nous allons conforter la vocation aéronautique de la Seine-Saint-Denis. C'était un choix, la France doit rester une terre de production. Il n'y a aucune raison que la région parisienne perde ses usines et ses emplois.

Mesdames et Messieurs,

Depuis 2007, nous avons voulu donner à la France, à ses entreprises, et aux Français, tous les moyens d'exceller dans la concurrence internationale. L'industrie aérospatiale est au cur de notre stratégie.

Pour conclure je souhaite simplement vous dire que le débat concernant la mondialisation est légitime mais que la France a tous les moyens de relever les défis de la mondialisation, tous les moyens. Avant la mondialisation, la France n'avait que quelques concurrents. Il y avait une première division avec 5 ou 6 pays qui quoi qu'ils fissent restaient en première division. Avec la mondialisation tous les pays à travers le monde veulent être en première division et la France a sa place en première division à condition qu'elle innove, qu'elle travaille, qu'elle ne considère pas le travail comme l'ennemi mais le chômage comme l'adversaire. Qu'elle fasse de l'innovation de la recherche, de l'excellence son quotidien de chaque jour et que l'Etat s'engage à aider ses industriels plutôt que leur compliquer la vie.

Je voudrais particulièrement remercier René RICOL, le Commissaire aux investissements d'avenir, remercier les ministres. Cet argent que nous avons décidé d'investir, j'aurai l'occasion d'en parler dans quelques jours en annonçant les affectations pour quelques 20 milliards d'euros de dépenses d'investissements et j'aimerais que la France fasse le choix de se hausser au-dessus de ces querelles partisans pour considérer que ce qui se joue avec cet argent, c'est la situation de notre économie, de nos emplois et de notre société dans les 20 ans qui viennent.

Mes chers amis, si vous le voulez bien aidez-nous à expliquer aux Français que la meilleure solution face à la mondialisation, c'est de regarder vers l'avenir et non pas vers le passé.

Je vous remercie.